



LA NATION LA PLUS RICHE, LE PEUPLE LE PLUS APPAUVRI



RAPPORT D'INVESTIGATION **DÉTOURNEMENTS DE FONDS PUBLICS EN RDC (2019–2026)**

*Inventaire documenté des scandales financiers, rapports d'audit (IGF, ODEP, CNPAV, CREFDL, LICOCO)
et enquêtes internationales — au cœur du grenier critique de l'humanité.*

6–15 Md\$	21–70 Md\$	20/100	30+
DÉTOURNEMENTS DOCUMENTÉS	COÛT TOTAL DE LA PRÉDATION	SCORE IPC 2024 (163E/180)	SCANDALES RECENSÉS



Monsieur Maxime PRÉVOT

Vice-Premier Ministre

*Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes
et de la Coopération au développement*

Rue des Petits Carmes 15, 1000 Bruxelles

Oreye, le 14 juin 2026

Copie : Madame Annelies VERLINDEN, Ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord

Réf: 010/RAP-GOUV/NXU-BE/001-2026

Objet : Transmission d'un rapport d'investigation sur des détournements de fonds publics en République Démocratique du Congo
— pour information et suite utile

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

NEX UBUNTU, association de droit belge enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro **1032.367.634**, intervient comme acteur de référence dans les domaines de la **Sécurité**, des **Droits**, de la **Justice**, de la **Gouvernance** et de l'**Économie**. Engagée pour la défense de la dignité humaine, la promotion d'une paix durable et le développement inclusif, elle a l'honneur de vous transmettre, pour information et suite utile, le rapport d'investigation cité en objet, publié sous sa pleine responsabilité éditoriale.

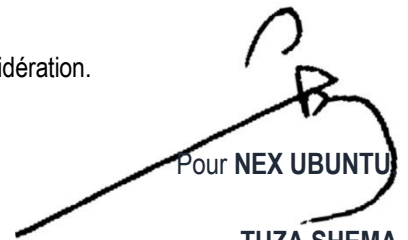
Ce rapport recoupe les données d'audit et d'enquête des principales institutions de contrôle congolaises et internationales : IGF, ODEP, CNPAV, CREFDL, LICOCO, ITIE-RDC, Global Witness, Groupe d'experts des Nations unies (S/2024/432) et Cour internationale de Justice. Il documente plus de trente affaires de détournement de fonds publics — d'un coût estimé entre 6 et plus de 70 milliards USD — ainsi que leurs conséquences sur la gouvernance, les droits des victimes de guerre et le respect de l'ordre constitutionnel congolais.

La Belgique consacre chaque année des moyens publics considérables à la coopération avec la République Démocratique du Congo. Les détournements documentés dans ce rapport compromettent directement l'efficacité de cet effort financier et l'objectif de développement qu'il poursuit. Compte tenu de ces enjeux, des liens historiques et de coopération entre les deux pays, et des procédures judiciaires déjà ouvertes sur le territoire belge, NEX UBUNTU sollicite respectueusement :

1. la prise en considération de ce rapport dans le cadre des mécanismes belges et européens de lutte contre le blanchiment et la fraude ;
2. son partage avec les autorités judiciaires et de contrôle compétentes ;
3. l'appui aux exigences de transparence, d'enquête indépendante et de restitution formulées au bénéfice du peuple congolais.

Fidèle à l'esprit Ubuntu, NEX UBUNTU agit dans un cadre strictement non partisan et documentaire ; les personnes citées bénéficient de la présomption d'innocence. Nous restons à votre entière disposition pour toute audition, vérification documentaire ou complément d'information.

Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.


Pour **NEX UBUNTU**
TUZA SHEMA
Administrateur

LE PARADOXE CONGOLAIS: LA NATION LA PLUS RICHE, LE PEUPLE LE PLUS APPAUVRI



La République démocratique du Congo est, selon toutes les évaluations géologiques, environnementales et hydrologiques sérieuses, le pays le plus richement doté en ressources stratégiques de la planète. Pourtant, après plus de sept ans et quatre mois de pouvoir de Son Excellence Monsieur le Président Félix Tshisekedi, depuis sa première investiture du 24 janvier 2019 puis sa seconde investiture du 20 janvier 2024, et malgré un budget national porté à 16,6 milliards de dollars américains en 2024, le peuple congolais vit aujourd'hui dans une précarité plus grande qu'au premier jour de son mandat. À une trentaine de mois de l'échéance constitutionnelle de son second mandat, dont le terme est fixé au 20 janvier 2029 (scrutin présidentiel prévu en décembre 2028), cette contradiction ne relève pas d'une malédiction géologique, mais bien d'une responsabilité politique, documentée par les propres institutions de l'État.

Une dotation unique en ressources critiques

- ☑ **Cobalt:** ~70-72 % de la production mondiale et ~54 % des réserves prouvées — indispensable aux batteries et à la transition énergétique.
- ☑ **Cuivre:** la ceinture cuprifère du Katanga; Kamoakakula est le plus grand gisement à haute teneur découvert à ce jour. La RDC figure parmi les 5 premiers producteurs mondiaux.
- ☑ **Coltan:** entre 60 % et 80 % des réserves mondiales — clé du numérique, des satellites, de la défense et de l'IA.
- ☑ **Lithium, uranium (Shinkolobwe), or, diamants, étain, tungstène, manganèse, zinc, fer, terres rares, pyrochlore:** gisements confirmés et convoités.
- ☑ **Hydroélectricité:** le fleuve Congo débite en moyenne ~42 000 m³/s (jusqu'à 60 000 en crue) ; le seul site d'Inga offre ~44 000 MW (Grand Inga), sur un potentiel national de ~100 000 MW, alors qu'Inga I (351 MW) et Inga II (1 424 MW) tournent bien en deçà de leur capacité — moins de 20 % des Congolais ont l'électricité.
- ☑ **Forêt équatoriale:** 2e massif tropical mondial et puits de carbone majeur, malgré des permis forestiers attribués dans l'opacité depuis 2022.

“La RDC est assise sur un scandale géologique et vit un scandale humain. L'un n'explique pas l'autre. La gouvernance, seule, fait la différence.” — NEX UBUNTU, juin 2026.



Aperçu général et bilan financier

Indicateurs clés issus des compilations croisées de l'IGF, de l'ODEP, du CNPAV, du CREFDL et de LICOCO.

DÉTOURNEMENTS DOCUMENTÉS	COÛT TOTAL DE LA PRÉDATION	SCANDALES RECENSÉS	CONDAMNATIONS / ARCHITECTES
6–15 Md\$	21–70 Md\$	30+	2 / 0
Vol avéré et attribué (2019–2024)	Avec manques à gagner (ODEP/LICOCO)	Documentés par les institutions de contrôle	Kamerhe (acquitté), Mutamba — commanditaires libres

Selon les compilations croisées des institutions de contrôle, plus de 15 milliards USD de détournements directement attribuables ont été recensés entre 2019 et 2024. En incluant les manques à gagner miniers et les recettes non recouvrées, le coût total de la prédation de 2019 à 2026 est évalué entre 21 et plus de 70 milliards USD. Le périmètre strictement « avéré et attribué à des acteurs nommés » représente, lui, plus de 6 milliards USD — soit l'équivalent d'une année entière de budget national avant 2024.

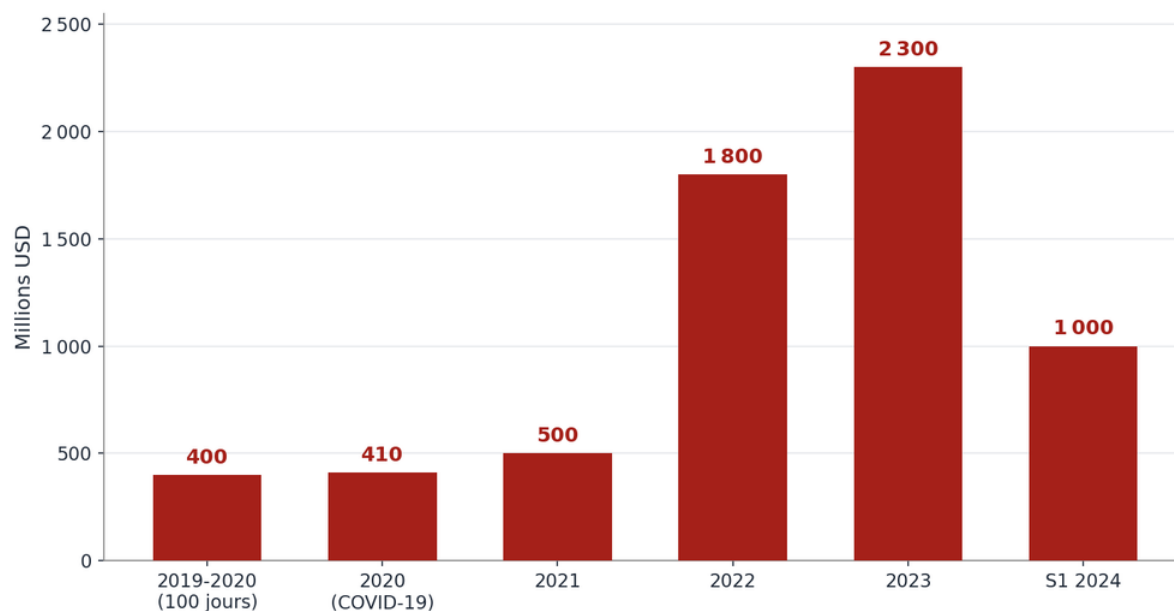
Note méthodologique — trois périmètres distincts. Les montants de ce rapport relèvent de trois catégories à ne pas additionner entre elles : (1) le vol avéré et attribué à des acteurs nommés, établi par audit ou décision de justice (~6 Md USD, 2019-2024) ; (2) les détournements documentés par exercice budgétaire (IGF, CNPAV — cumul ~6,4 Md USD) ; (3) le coût total de la prédation, incluant les manques à gagner miniers et les recettes non recouvrées, par nature estimatifs (21 à plus de 70 Md USD, 2019-2026). Les graphiques par secteur regroupent les dossiers itémisés et n'incluent pas la totalité des manques à gagner. Un même montant n'est jamais compté deux fois à l'intérieur d'un périmètre.

Bilan financier global 2019 – mi-2024 (sources IGF / CNPAV)

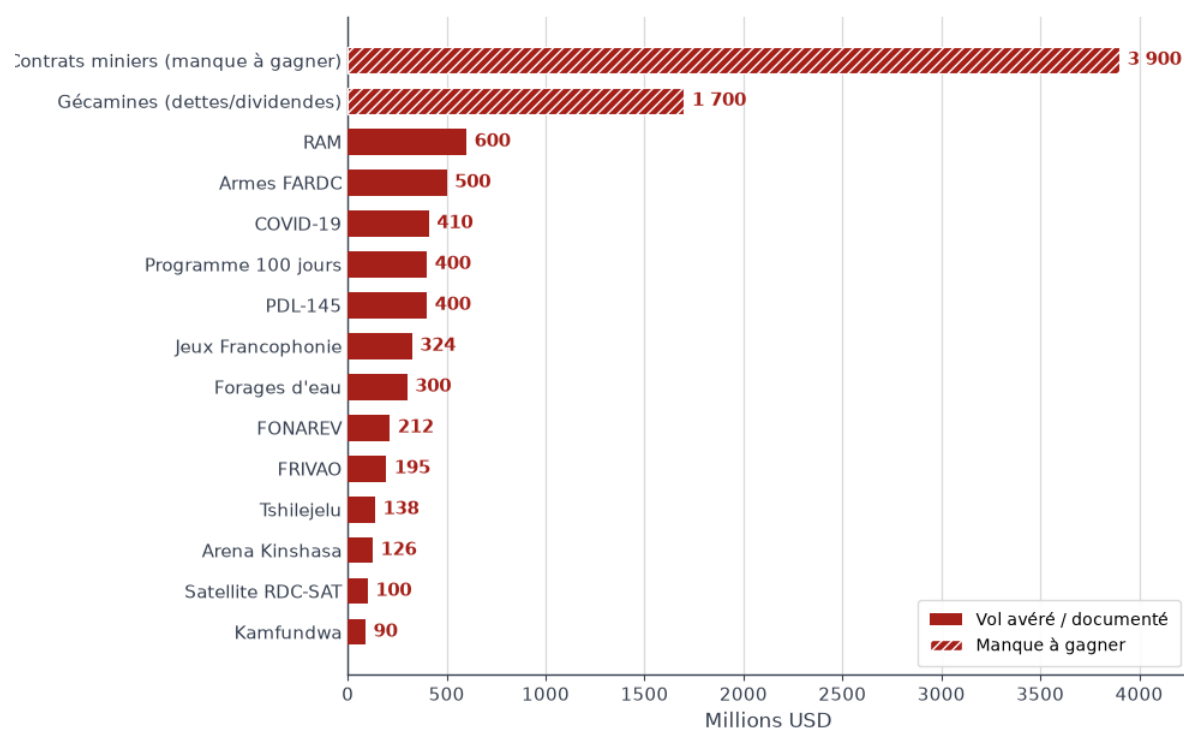
Période	Montant documenté	Source
2019-2020 — Programme 100 jours	~400 M\$	IGF, ODEP
2020 — Fonds COVID-19	~410 M\$	Banque mondiale, CNPAV, ODEP
2021 — Exercice budgétaire	~500 M\$	IGF
2022 — Exercice budgétaire	~1 800 M\$	IGF
2023 — Exercice budgétaire	~2 300 M\$	IGF, CNPAV
S1 2024	~1 000 M\$	CNPAV



Détournements documentés par exercice (millions USD)

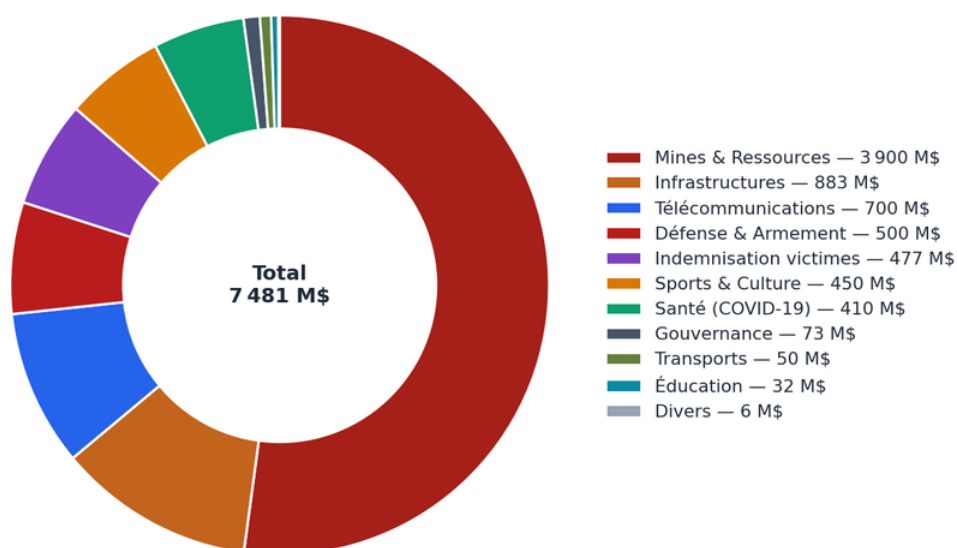


Principaux détournements par ordre de montant (millions USD)

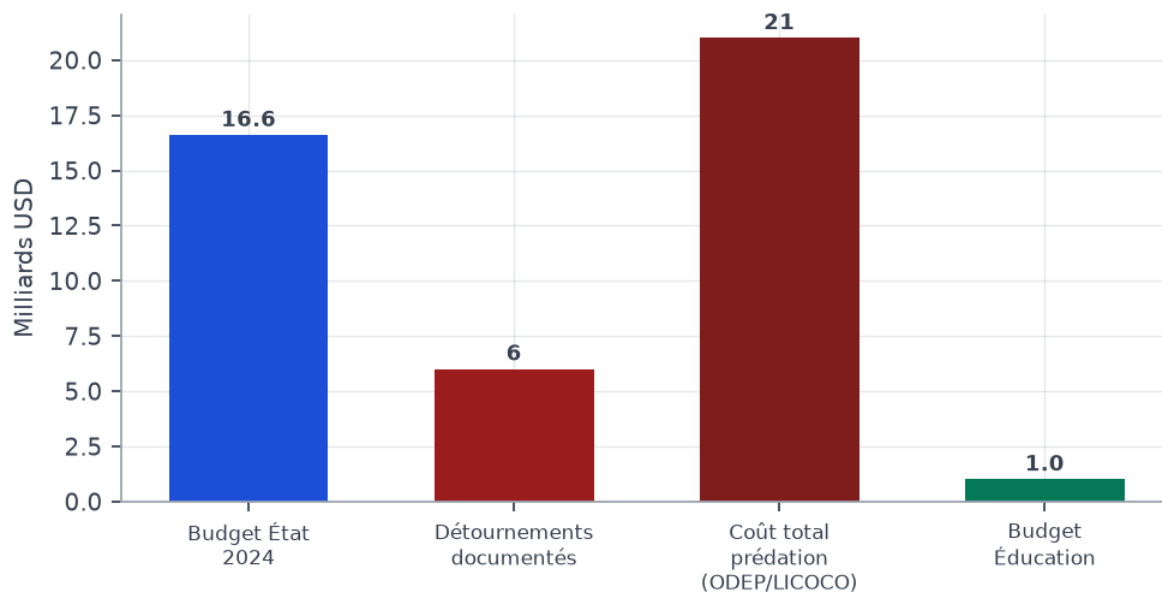




Répartition des détournements documentés par secteur

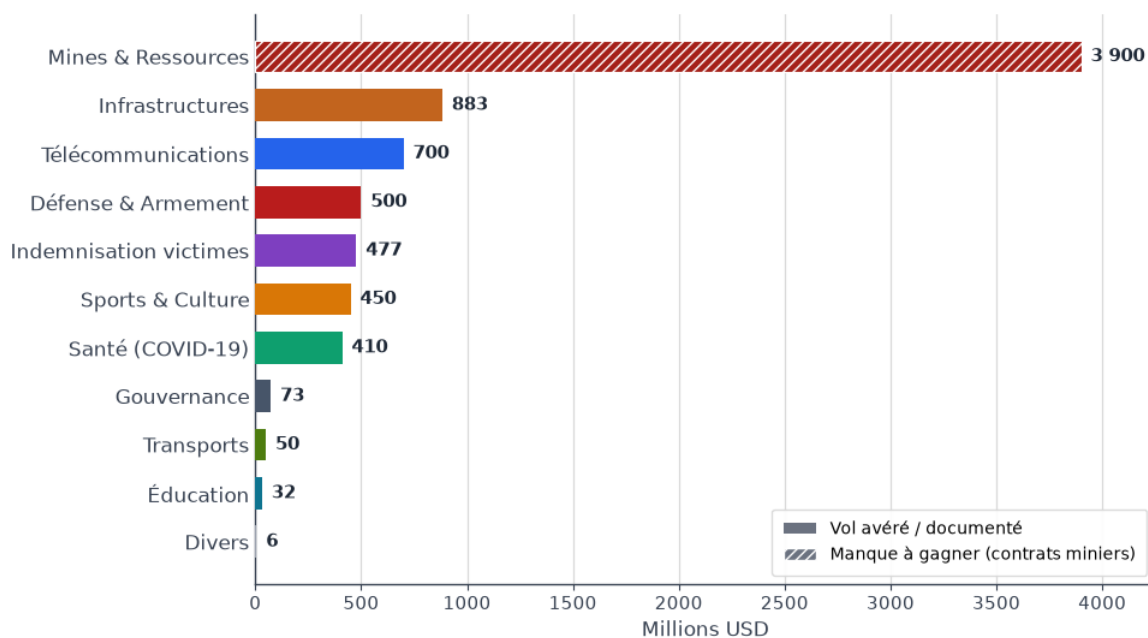


Budget de l'État vs ampleur de la prédation (milliards USD)

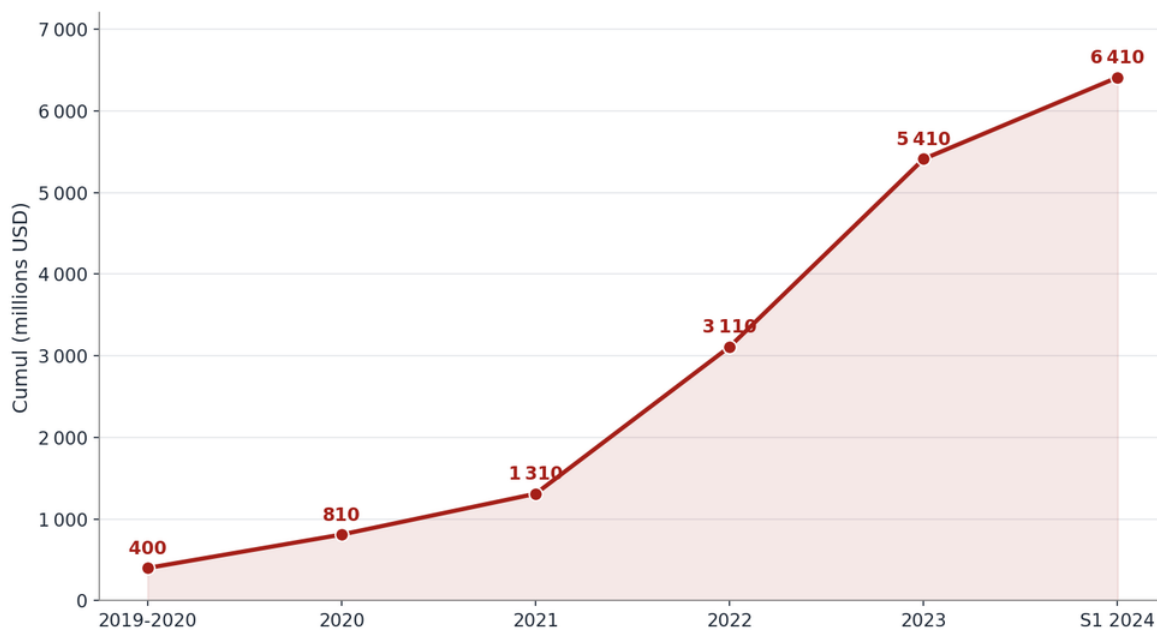




Montants détournés par secteur (millions USD)



Évolution des scandales par période





CONTEXTE ET ANALYSE

Éléments de contexte permettant de comprendre les mécanismes systémiques de la corruption en RDC sous le régime Tshisekedi.

Un régime fondé sur une promesse anti-corruption non tenue

Son Excellence Monsieur le Président Félix Tshisekedi a fait de la lutte contre la corruption le cœur de sa campagne électorale de 2018. Dès son investiture en janvier 2019, il a mis en avant l'Inspection Générale des Finances (IGF) comme instrument de contrôle. Pourtant, les scandales se sont multipliés dès les premiers mois, impliquant son propre directeur de cabinet, Vital Kamerhe, condamné en juin 2020 à vingt ans de travaux forcés pour le détournement de près de 49 millions USD (48,8 M\$), avant d'être acquitté en 2022 puis élu Président de l'Assemblée nationale.

Un système d'impunité structurel

La quasi-totalité des personnalités accusées bénéficient d'une impunité remarquable : Honorable Vital Kamerhe est acquitté en appel, Eteni Longondo est acquitté en 2023, et Nicolas Kazadi reste en liberté malgré les enquêtes. Seul Constant Mutamba, condamné en septembre 2025 pour l'affaire FRIVAO, représente une exception notable. La justice congolaise est régulièrement décrite par les ONG comme « instrumentalisée » et incapable de poursuivre les véritables architectes du pillage.

La famille présidentielle au cœur du dispositif

Selon les rapports du CREFDL et des ONG katangaises, le clan Tshisekedi occupe une place centrale dans les détournements. Le FONAREV, géré via la Fondation de la première dame Denise Nyakeru, n'a distribué que 2,5% de ses 212 millions de dollars aux victimes. Dans le Katanga, neuf membres présumés de la famille présidentielle sont accusés de piller systématiquement les mines de cobalt et de cuivre, générant des revenus illégaux proches de **2 milliards de dollars par an**.

Les partenaires internationaux face à leurs responsabilités

La communauté internationale, notamment les bailleurs de fonds comme la Banque mondiale et le PNUD, continue de financer des programmes en RDC malgré les preuves documentées de détournements massifs. Le PDL-145, financé à hauteur de 1,6 milliard de dollars (dont 400 M\$ pour le volet routier), n'a pas produit les résultats attendus en matière d'infrastructures rurales. Cette situation soulève des questions fondamentales sur la conditionnalité de l'aide internationale et la responsabilité des institutions multilatérales.

L'impact sur la population congolaise

Avec plus de 100 millions d'habitants dont 73% vivent avec moins de 2,15 dollars par jour, la RDC est l'un des pays les plus pauvres du monde malgré ses immenses richesses naturelles. Les détournements documentés représentent l'équivalent de plusieurs budgets annuels de l'État (estimé à 16,6 milliards de dollars), privant la population d'infrastructures essentielles, de soins de santé et d'eau potable.

Secteurs les plus touchés par les détournements

Secteur	Montant	Niveau
Mines & Ressources naturelles	~2 Mds\$/an	90%
Télécommunications (RAM)	600M\$	55%
Défense & Armement	500M\$	45%
Infrastructures (PDL-145)	400M\$	36%
Sports & Culture (Jeux Francophonie)	324M\$	29%
Santé (COVID-19)	410M\$	37%

INVENTAIRE DES SCANDALES DOCUMENTÉS

Tableau maître fusionnant les cas recensés par l'IGF, l'ODEP, le CNPAV, le CREFDL, LICOCO, l'ITIE-RDC, Global Witness, le Groupe d'experts de l'ONU et la plainte ASSOMIP.

#	Affaire	Montant	Période	Acteurs cités	Source	Statut
1	Programme des 100 jours	~400 M\$	2019-2020	Présidence, Vital Kamerhe	IGF 2020 ; Cour d'appel Kin-Gombe	Condamnation puis acquittement (cassation 2022)
2	Projet routier « Tshilejelu » (Kasai)	138 M\$	2021-2025	Min. Infrastructures	CREFDL ; PNUD 2024	Chantiers à l'arrêt (Kabinda, Mwene-Ditu)
3	Fonds d'urgence COVID-19	410 M\$ (363 FMI + 47 BM)	2020	Min. Santé & Finances	FMI ; Banque mondiale ; CNPAV ; ODEP	Surfacturations documentées
4	FRIVAO — réparations agression ougandaise	195 M\$ versés / 325 M\$	2022-2025	FRIVAO ; C. Mutamba ; C. Bolukola	CREFDL 2025 ; Cass. 02/09/2025 ; CIJ 2022	Mutamba condamné 3 ans — 1 % distribué
5	FONAREV — victimes de violences sexuelles	212 M\$	2023-2025	Fondation Nyakeru / clan Tshisekedi	Rapports société civile 2024	< 2,5 % distribué aux victimes
6	Projet Lisette Kabanda — victimes de l'Est	70 M\$	2022-2024	Min. Genre / L. Kabanda	CNPAV	Non exécuté
7	Contrats miniers bradés (CMOC, Zijin, Sinomine)	> 3,9 Md\$ de manque à gagner	2019-2024	Gécamines; Min. Mines	IGF 2022; ITIE-RDC ; Carter Center 2021	Renégociations partielles
8	Gécamines — dettes & dividendes captés	1,7 Md\$ de dettes	2019-2025	Gécamines	IGF 2023	En cours
9	Royalties Dan Gertler (sous sanctions US)	~200 M\$/an	2019-2025	Ventora; Gécamines	Global Witness; US Treasury (OFAC)	Paielements en euros (contournement)
10	Gisement Kamfundwa	90 M\$	2020-2022	Kaputo Kalubi, Tambwe Kabongo, Me Pungwe	IGF	Aucune exploitation
11	MIBA — effacement de créances & paiements indus	9,5 M\$ + 0,13 M\$ (INCC)	2021	MIBA	Audit de gestion MIBA ; ODEP	Qualifié de fraude
12	Fraude minière au Katanga (Kasumbalesa)	27,3 M\$ redressés + 24,4 M\$ impayés	2023-2024	SICOMINES, MUTANDA, MJM, CNMC Huachin	DGDA; IGF ; Comm. Nat. Fraude Minière	Redressements notifiés
13	SYGECPAF — fonctionnaires fantômes	2,9 Md FC + 608 M FC (avr. 2019)	2019	Min. Budget & Finances	IGF avril 2019 (11 425 doublons)	Partiellement corrigé
14	PDL-145 Territoires (routes)	400 M\$	2022-2025	Min. Plan ; BCECO ; PNUD	PNUD 2024; CREFDL	0 km réceptionné
15	Voirie de Kinshasa « Zéro Trou »	32 M\$	2021	Alexis Gisaro; Ville de Kinshasa	ODEP	Non réalisé
16	Forages d'eau potable	300 M\$	2021-2023	Min. Ressources Hydrauliques	CREFDL	~10 % réalisés
17	Lampadaires solaires	13 M\$	2022	SNEL	IGF	Non installés
18	Congo Airways (avions revendus ~11 000 \$)	50 M\$ + 1,5 M\$/mois	2019-2024	Direction Congo Airways	IGF 2023	Flotte bradée
19	IXes Jeux de la Francophonie	324 M\$	2023	Nicolas Kazadi	IGF; CREFDL	Surfacturations/Fournisseurs impayés
20	Arena de Kinshasa	126 M\$	2023-2024	Nicolas Kazadi	Min. Finances	Coût contesté
21	RAM — Registre des Appareils Mobiles	600 M\$	2020-2022	ARPTC	ODEP 2022	Service inopérant
22	Cartes d'identité biométriques (ONIP)	697 M\$ prévus / 20 M\$ décaissés	2022-2025	Richard Ilunga (ONIP)	IGF	Aucune carte distribuée
23	Cité Kitoko (Kitoko City)	8 M\$	2022-2024	Primature / cabinet PM	IGF	Fonds volatilisés
24	Gratuité de l'enseignement	> 1 Md\$/an (800 M\$ BM)	2020-2025	EPST; Tony Mwaba	IGF	Fraude révélée
25	Bulletins scolaires	32 M\$	2021-2024	Tony Mwaba (EPST)	IGF; CNPAV	Élèves sans documents
26	Poissons de Mpodi	6 M\$	2021-2023	Adrien Bokele	CNPAV	Logique inexplicable
27	Achats d'armes FARDC + reventes aux milices	500 M\$	2022-2025	Min. Défense; hauts officiers	Groupe d'experts ONU S/2024/432; IGF	Reventes & opération retour
28	Remblais miniers de Kolwezi (famille présidentielle)	Dizaines de M\$/mois	2024-2025	9 membres famille Tshisekedi (Belgique)	Plainte ASSOMIP (Belgique)	Enquête en cours
29	53 établissements publics non budgétisés + « jetons » contrat chinois	30 M\$	2019-2024	Révéler par N. Kazadi	Déclaration publique 10/05/2025	Non poursuivi
30	Soldats & enseignants fantômes	40 000-50 000 soldats; 20-30 % enseignants	2019-2025	Min. Défense; EPST	CNPAV; IGF	Biométrie sabotée
31	Satellite d'observation « RDC-SAT »	100 M\$	2022-2023	J. Mpanda (Rech. scient.); FOMIN; Spacebel (Belgique)	CREFDL; 7sur7; ouragan.cd	Opacité — fonds FOMIN engagés, satellite non livré
32	Sur-dotation AN (session extra.) & malversation CNSA	~15 M\$ (12 AN + 3 CNSA)	2020-2021	C. Mboso (AN); CNSA	ODEP; Zoom Eco; Actualité.cd	Sur-dotation/malversation dénoncées

Condamnations prononcées pour l'ensemble de ces faits: deux (Vital Kamerhe — acquitté en appel puis nommé Président de l'Assemblée nationale; Constant Mutamba). Architectes du système poursuivis : zéro



LES GRANDS DOSSIERS, UN À UN

Le Programme des 100 jours — la première trahison

L'Inspection Générale des Finances a établi : contrats attribués à des sociétés-écrans sans existence réelle, surfacturations jusqu'à dix fois le prix du marché, routes payées et jamais construites, écoles financées et jamais livrées. Vital Kamerhe, Chef de cabinet du Président, a été condamné à 20 ans, peine réduite en appel, puis acquitté par la Cour de cassation en 2022 — avant d'être nommé Président de l'Assemblée nationale. Les donneurs d'ordre restent libres.

Le projet routier « Tshilejelu »

Lancé en mars 2021 avec 138 millions USD pour moderniser les routes du Grand Kasaï, le projet affiche un bilan désastreux : chantiers totalement à l'arrêt, aucun travail engagé à Kabinda ou Mwene-Ditu en 2025, alors que le Président avait promis la prison aux prédateurs en décembre 2021.

Les fonds COVID-19 — voler sur la pandémie

En 2020, le FMI a débloqué 363 millions USD via le mécanisme d'urgence et la Banque mondiale 47 millions supplémentaires. Le CNPAV et l'ODEP documentent : surfacturation de respirateurs, marchés de désinfection fictifs, primes jamais versées aux soignants morts en première ligne.

Les fonds des victimes — le crime le plus odieux

Trois fonds destinés aux plus vulnérables ont été pillés. FRIVAO : sur les 325 millions USD dus par l'Ouganda (CIJ, 2022), un premier versement de 195 millions a été effectué pour ~300 000 victimes ; le CREFDL (septembre 2025) ne constate que 2 millions distribués (1 %), les 193 millions restants disparaissant dans des circuits opaques. FONAREV : sur 212 millions, 2,5 % seulement atteignent les victimes de violences sexuelles, le reste étant orienté vers des comptes familiaux (Fondation Denise Nyakeru citée comme structure-écran). Projet Lisette Kabanda : 70 millions USD évaporés pour les victimes des guerres de l'Est.

Les mines bradées — le sous-sol vendu à l'encan

Contrats opaques avec CMOC, Zijin et Sinomine, sans débat parlementaire ni publication — plus de 3,9 milliards USD de manque à gagner (IGF 2022, ITIE-RDC, Carter Center 2021). La Gécamines cumule 1,7 milliard USD de dettes, ses dividendes ne revenant jamais au Trésor. **Dan Gertler**, sanctionné par les États-Unis depuis 2017 (Global Magnitsky Act), continue de percevoir ~200 millions USD/an de royalties via des **paiements en euros** pour contourner les sanctions (Global Witness, OFAC). Le gisement Kamfundwa : 90 millions USD engloutis sans exploitation par trois ex-dirigeants de la Gécamines (Kaputo Kalubi, Tambwe Kabongo, Me Pungwe).

MIBA et fraude minière du Katanga — l'audit accablant

L'audit de gestion de la MIBA S.A. relève l'effacement irrégulier de 9 496 251,83 USD d'avances fournisseurs (qualifié de fraude) et 134 891,59 USD de paiements indus à la société INCC. À Kasumbalesa, pont-bascule hors service et scanner en panne : sur dix mois, la Commission Nationale de Lutte contre la Fraude Minière a notifié 27 351 226,89 USD de redressements — dont SICOMINES (955 330 USD), MUTANDA MINING (1 330 693,61 USD), MJM (7 039 644,32 USD) et CNMC Huachin Mabende (8 664 628 USD) — plus 24 398 613,53 USD de redevances déclarées mais jamais payées.

SYGECPAF — la paie de l'État siphonnée

L'audit IGF de l'application de paie SYGECPAF révèle un système de détournement : absence d'identifiant unique, 11 425 doublons frauduleux sur les salaires et 3 368 sur les primes, siphonnant 2,9 milliards FC et 608 millions FC pour le seul mois d'avril 2019, avec un écart non justifié de plus de 16,9 milliards FC au premier trimestre 2019. L'IGF a exigé le blocage des comptes fraudeurs et la résiliation du contrat du cabinet gestionnaire.



La forêt équatoriale — le poumon du monde vendu en coupes

En 2022, le gouvernement a ouvert de nouvelles concessions forestières dans le Bassin du Congo et l'exploration pétrolière de tourbières stockant plus de 30 milliards de tonnes de carbone (trois années d'émissions mondiales), dans une opacité totale — sans appel d'offres, sans étude d'impact, sans consultation des communautés autochtones. Greenpeace, le WWF et la Rainforest Foundation l'ont documenté ; les fonds REDD+ ont suivi le chemin des fonds détournés.

Les armes qui tuent les soldats congolais

Entre 2022 et 2025, 500 millions USD ont été engagés pour l'équipement des FARDC (drones CH-4, chars T-64, blindés). Le Groupe d'experts de l'ONU (S/2024/432) et l'IGF documentent : équipements revendus illégalement par de hauts officiers, fonds détournés vers les milices Wazalendo, armes circulant sans notification onusienne, et « opération retour » — ristournes occultes perçues par les commandants sur les achats eux-mêmes.

Les infrastructures qui n'existent pas

PDL-145 : 400 millions USD pour les routes des 145 territoires, zéro kilomètre réceptionné (PNUD, CREFDL). Voirie de Kinshasa « Zéro Trou » : 32 millions disparus, les trous demeurent. Forages d'eau : 300 millions pour 10 000 forages, ~10 % réalisés. Lampadaires solaires : 13 millions transités par la SNEL vers des comptes non identifiés.

Congo Airways — des avions à 11 000 dollars

Des Airbus A320 et Embraer E190 revendus à 11 000 USD — la valeur d'une voiture d'occasion — et 1,5 million USD/mois détournés sur le carburant et les salaires. Total : 50 millions USD.

Les Jeux de la Francophonie et l'Arena — le luxe pendant la misère

324 millions USD pour deux semaines de jeux et 126 millions pour l'Arena de Kinshasa, sous la supervision de Nicolas Kazadi — surfacturations relevées par l'IGF et le CREFDL. L'homme qui a signé ces marchés est celui-là même qui dénoncera publiquement, en 2025, les malversations du gouvernement auquel il appartenait.

Le RAM et les cartes d'identité — des services fantômes

RAM : 600 millions USD via l'ARPTC pour un registre des appareils mobiles inopérant (ODEP). ONIP : 697 millions USD budgétisés, 20 millions décaissés, aucune carte d'identité distribuée à ce jour — le Président lui-même ne dispose que d'une carte d'électeur.

Les petits vols qui disent tout

Bulletins scolaires : 32 millions USD évaporés (Tony Mwaba), des millions d'élèves privés de documents d'évaluation. Poissons de Mpindi : 6 millions USD engloutis (Adrien Bokele) dans un projet à la logique inexplicable. Cité Kitoko : 8 millions de fonds d'amorçage volatilisés entre la Primature et le cabinet du Premier ministre.

La famille au cœur du pillage — les remblais de Kolwezi

Selon le collectif ASSOMIP, qui a déposé plainte en Belgique, neuf membres de la famille présidentielle résidant à Bruxelles exploiteraient illégalement les remblais miniers de Kolwezi (cuivre et cobalt), pour un préjudice estimé à plusieurs dizaines de millions USD par mois.

L'auto-dénonciation — quand vos propres alliés témoignent

Le 10 mai 2025, Nicolas Kazadi, ex-ministre des Finances (avril 2021 – juin 2024), a révélé publiquement (YouTube) : la création de 53 établissements publics non budgétisés (structures fictives clientélistes), le détournement de 30 millions USD distribués comme « jetons de présence » liés à un contrat chinois, et un système d'enrichissement personnel opéré depuis 2019. « S'il y a de l'argent, partageons d'abord et nous réfléchirons après », a-t-il résumé. Claudel Lubaya et Seth Kikuni ont qualifié ces faits de violations des articles 56, 57, 164 et 165 de la Constitution.



La prédation continue — les dossiers révélés en 2025-2026

Loin de marquer un reflux, les institutions de contrôle et les bailleurs internationaux ont documenté, en 2025 et 2026, de nouveaux dossiers qui confirment le caractère systémique de la prédation décrite dans ce rapport.

Le verdict des bailleurs — le FMI et la Banque mondiale alertent

En janvier 2025, le FMI a approuvé un nouveau programme de 38 mois en faveur de la RDC (1 729 millions USD au titre de la Facilité élargie de crédit et 1 038 millions USD au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité). Mais son Conseil d'administration a dû accorder des dérogations pour non-respect de certains critères de performance, et la première revue de juillet 2025 a constaté des performances mitigées dans la mise en oeuvre des réformes de gouvernance. La Banque mondiale, de son côté, a suspendu en mai 2023 les décaissements de trois projets (Fonds social et redressement de l'Est) après une dissolution jugée non conforme aux accords ; elle avait déjà suspendu 100 millions USD en 2020-2021 après que l'IGF a révélé des listes d'enseignants fictifs et un détournement présumé de 62 milliards de francs congolais.

Le gouffre des entreprises publiques — 5,3 milliards USD évaporés

Selon l'IGF et un rapport de la Banque mondiale (2025-2026), les entreprises publiques congolaises ont cumulé environ 5,3 milliards USD de pertes entre 2014 et 2023, soit plus de 530 millions USD par an — l'équivalent du budget annuel de la santé. L'IGF relève 12,38 % de dépenses irrégulières en dollars et 72,56 % en francs congolais, évaluées à près de 9 000 milliards CDF. Sont concernées la SNEL, la REGIDESO, la Gécamines, la SONAS, la SNCC et Congo Airways.

Gécamines 2024 — un milliard de recettes, zéro relance

Une mission parlementaire dépêchée à Lubumbashi et Kipushi du 16 au 23 mai 2025 établit que la Gécamines a généré près de 1,3 milliard USD de recettes en 2024, sans que ces fonds soient investis dans la relance industrielle ni dans les obligations sociales. La seule Direction générale aurait dépensé 59 millions USD en frais de fonctionnement entre janvier et août 2024 — davantage que la masse salariale annuelle de l'ensemble des agents (46 millions USD).

SOCODA — les droits d'auteur des artistes siphonnés

En novembre 2025, un rapport de l'IGF cité par Africa Intelligence a établi que plus de 25 millions USD destinés aux artistes congolais via la SOCODA, société de gestion des droits d'auteur, ont disparu — seuls 35 882 USD ayant effectivement été versés aux ayants droit, le reste transitant par des retraits et virements jugés suspects. Les responsables mis en cause bénéficient de la présomption d'innocence.

Le grand écart — 7 milliards pour un seul opérateur, moins de 10 dollars de santé par habitant

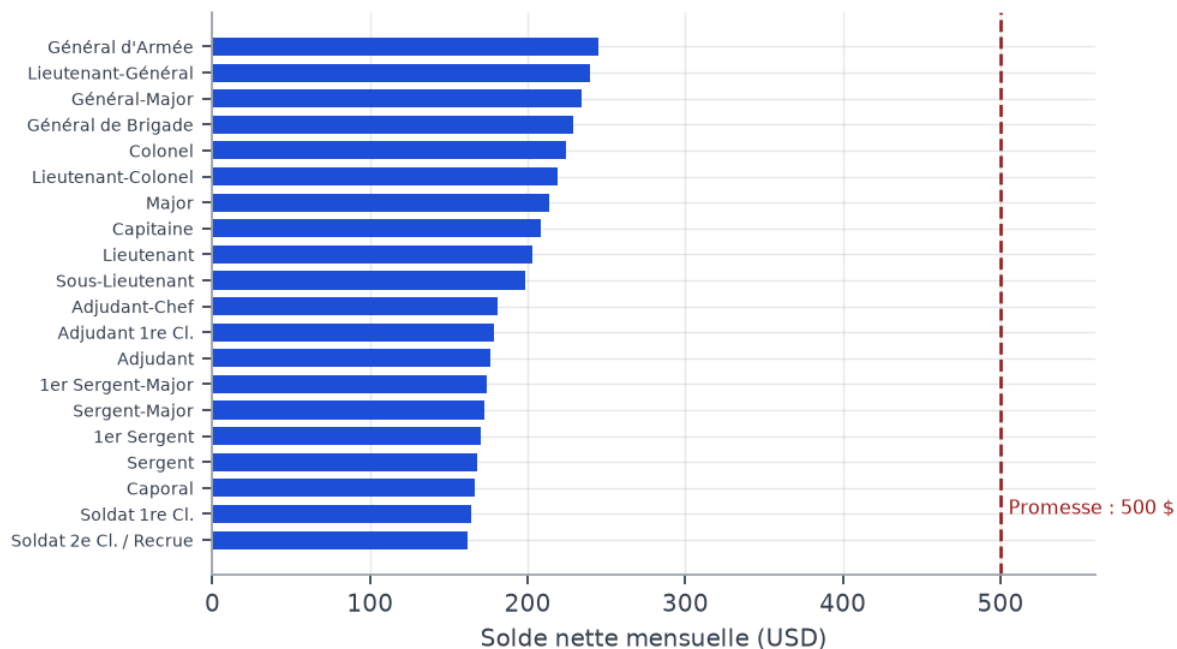
En 2024, les exportations congolaises ont battu des records : 3,1 millions de tonnes de cuivre — un record historique — et 220 000 tonnes de cobalt, soit environ 76 % de la production mondiale. Un seul opérateur, le groupe chinois CMOC, a réalisé 7 milliards USD de revenus en RDC sur la seule année 2024, quand le budget santé reste inférieur à 10 USD par habitant et par an. La richesse extraite n'est pas le problème ; sa captation l'est.

Le barème officiel des FARDC (mars 2025)

Le barème officiel de mars 2025 expose une vérité implacable: un soldat de 2e classe perçoit 462 182 FC nets, soit à peine 162 USD/mois ; un général d'armée culmine à environ 245 USD. En mars 2025, le Président annonçait pourtant (Le Figaro) le passage de la solde du front de 100 à 500 USD, et un communiqué du ministère des Finances promettait son doublement. Pour atteindre 500 USD, il faudrait un taux de 924 FC/USD — disparu depuis des années. Pour ~260 000 soldats et policiers, les soldes stagnent entre 100 et 200 USD depuis 2022, avec au moins deux mois d'arriérés au Nord et Sud-Kivu.

Série	Grade	Solde brute (FC)	CNSSAP (FC)	Solde nette (FC)	Net (USD)
1	Général d'Armée	727 540	29 102	698 438	244,72 \$
2	Lieutenant-Général	712 162	28 486	683 676	239,55 \$
3	Général-Major	696 780	27 871	668 909	234,38 \$
4	Général de Brigade	681 398	27 256	654 142	229,20 \$
5	Colonel	666 016	26 641	639 375	224,03 \$
6	Lieutenant-Colonel	650 634	26 025	624 609	218,85 \$
7	Major	635 254	25 410	609 844	213,68 \$
8	Capitaine	619 872	24 795	595 077	208,51 \$
9	Lieutenant	604 490	24 180	580 310	203,33 \$
10	Sous-Lieutenant	589 108	23 564	565 544	198,16 \$
11	Adjudant-Chef	536 814	21 473	515 341	180,57 \$
12	Adjudant 1re Cl.	530 660	21 226	509 434	178,50 \$
13	Adjudant	524 506	20 980	503 526	176,43 \$
14	1er Sergent-Major	518 356	20 734	497 622	174,36 \$
15	Sergent-Major	512 200	20 488	491 704	172,29 \$
16	1er Sergent	506 048	20 242	485 806	170,22 \$
17	Sergent	499 898	19 996	479 902	168,15 \$
18	Caporal	493 744	19 750	473 994	166,08 \$
19	Soldat 1re Cl.	487 590	19 504	468 086	164,01 \$
20	Soldat 2e Cl. / Recrue	481 440	19 258	462 182	161,94 \$

Solde nette mensuelle des FARDC par grade (USD) — face à la promesse de 500 \$



Soldats et enseignants fantômes — voler les vivants comme les morts

Entre 40 000 et 50 000 militaires fictifs figurent sur les listes de solde, leurs soldes, primes, fonds de ménage et allocations étant perçus par des officiers ; le programme de biométrie a été partiellement saboté de l'intérieur. Les enseignants fictifs représentent, selon le CNPAV, 20 à 30 % des listes de paie de l'Éducation nationale. On vole les morts en les laissant sur les listes ; on vole les vivants en ne les payant pas.

PILLAGE, GUERRE ET CONSTITUTION: UN MÊME SYSTÈME

La corruption, la guerre à l'Est et le projet de révision constitutionnelle forment les trois faces d'un même système. L'argent des armes alimente les milices; l'état de siège, maintenu sans interruption au Nord-Kivu et en Ituri depuis mai 2021, soustrait plus de 30 % du budget au contrôle parlementaire; l'opacité permet le pillage ; le pillage exige la continuité du pouvoir.



Article	Portée
Art.219	« Aucune révision ne peut intervenir pendant l'état de guerre, l'état d'urgence ou l'état de siège. » L'état de siège interdit donc le référendum projeté.
Art.220	Clause d'éternité protégeant le nombre et la durée des mandats présidentiels — intouchable.
Art.175	40 % des recettes doivent revenir aux provinces; seuls 8 à 15 % ont été versés.
Art.91	Contrôle parlementaire des finances — neutralisé.
Art.64	Obligation pour tout Congolais de résister à qui exerce le pouvoir en violation de la Constitution (réprimée à feu et à sang ce 12 juin 2026).
Art.56 & 57	Violation des droits économiques des citoyens et responsabilité personnelle des gouvernants.

La justice sélective — les lampistes condamnés, les architectes libres

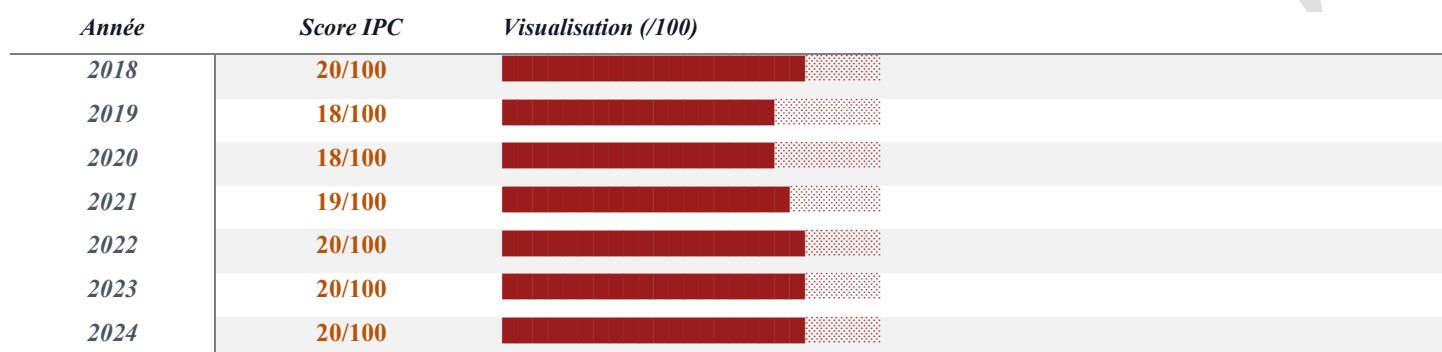
Constant Mutamba, condamné le 2 septembre 2025 à 3 ans de travaux forcés et 5 ans d'inéligibilité pour le transfert de 19,9 millions USD du FRIVAO vers la société-écran Zion Construction SARL, est l'arbre qui cache la forêt.

Le CREFDL résume: “Seuls des lampistes écopent de sanctions, tandis que les véritables architectes du pillage, tapis dans l'entourage présidentiel, échappent à une loi qu'ils manipulent à leur guise.”

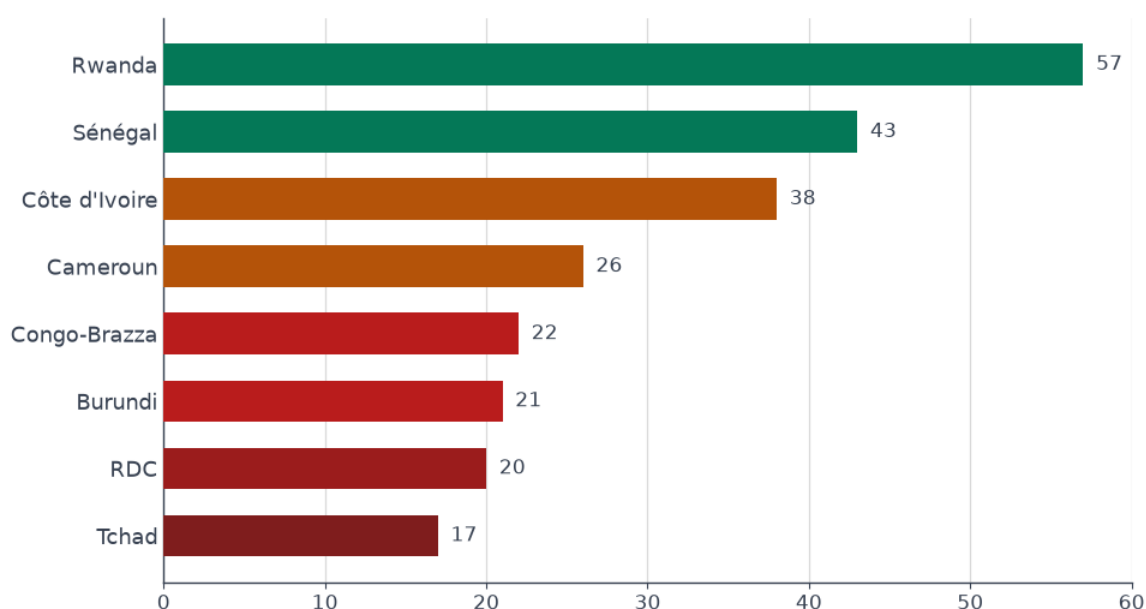
INDICE DE CORRUPTION ET INDICATEURS SOCIAUX



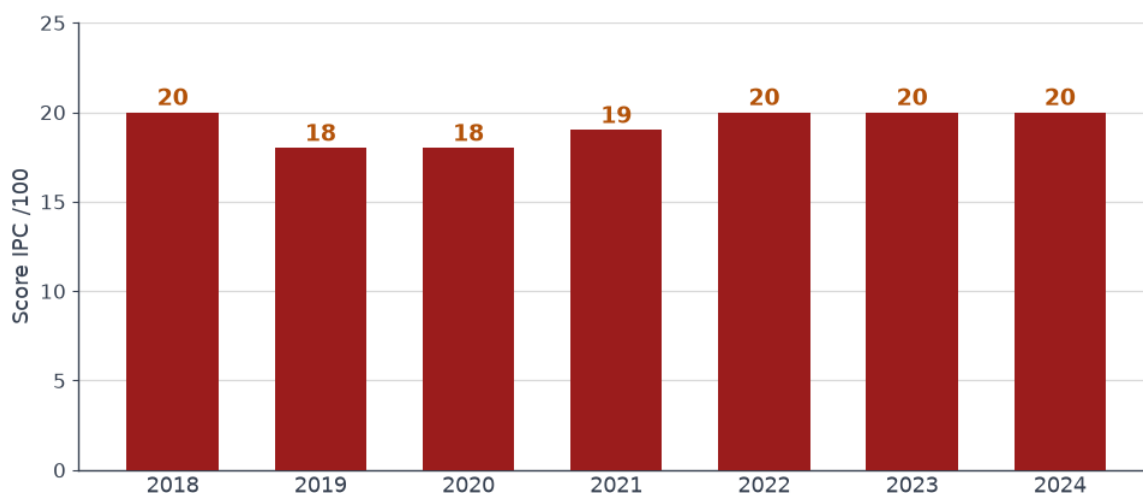
Score IPC de la RDC (2018–2024) — Transparency International



Comparaison IPC régionale (2024) — score sur 100



Évolution du score IPC de la RDC (2018–2024)





INDICATEUR	RÉALITÉ 2026
<i>Population sous le seuil de pauvreté</i>	73 %
<i>Accès à l'électricité</i>	Moins de 20 %
<i>Score Transparency International (IPC)</i>	20 / 100 — parmi les plus corrompus
<i>Rang IDH</i>	180e sur 193 pays
<i>Budget santé par habitant</i>	Moins de 10 \$/an
<i>Mortalité infantile</i>	Parmi les plus élevées au monde
<i>Rétrocession provinciale réelle (art. 175)</i>	8 à 15 % au lieu de 40 %
<i>Budget national 2024</i>	16,6 Md\$
<i>Témoignage de l'ex-ministre des Finances</i>	30 M\$ volés — déclaré publiquement (2025)

RECOMMANDATIONS À L'ATTENTION DES PARTENAIRES INTERNATIONAUX, NOTAMMENT LE ROYAUME DE BELGIQUE

À la lumière des constats présentés dans le présent rapport, NEX UBUNTU invite le Royaume de Belgique, l'Union européenne ainsi que les partenaires internationaux engagés en faveur de la gouvernance, de la transparence et de l'État de droit, à encourager les autorités de la République démocratique du Congo à considérer les mesures suivantes :

- ☑ Encourager la publication intégrale des rapports de l'Inspection Générale des Finances (IGF) couvrant la période 2019-2026, sans restriction ni expurgation.
- ☑ Soutenir l'ouverture d'enquêtes judiciaires indépendantes sur l'ensemble des dossiers documentés par le CNPAV, l'IGF, le CREFDL, l'ODEP et l'ASSOMIP, afin d'établir les responsabilités à tous les niveaux, y compris celles des éventuels donneurs d'ordre.
- ☑ Appuyer des mécanismes de transparence renforcée concernant la gestion du FRIVAO, du FONAREV et du projet Lisette Kabanda, notamment par la publication des critères d'attribution et des listes de bénéficiaires.
- ☑ Encourager le respect effectif de l'article 175 de la Constitution relatif à la **rétrocession de 40 %** des recettes aux provinces, avec un suivi régulier et public des transferts budgétaires.
- ☑ Promouvoir la publication exhaustive des **contrats miniers conclus depuis 2019**, incluant les bénéficiaires effectifs, les conditions financières et les engagements contractuels.
- ☑ Soutenir la réalisation d'un état des lieux indépendant du patrimoine et de la gestion des principales entreprises publiques (Gécamines, SNEL, REGIDESO, MIBA, SONAS, SONAHYDROC).
- ☑ Appuyer la révision et la suspension des **permis forestiers jugés opaques attribués depuis 2019** dans le Bassin du Congo, ainsi que la publication des bénéficiaires concernés.
- ☑ Encourager un examen transparent des relations contractuelles avec les entités faisant l'objet de sanctions internationales, dans le respect des engagements juridiques et des standards de gouvernance.
- ☑ Soutenir une **enquête conjointe RDC–Belgique sur les allégations relatives à l'exploitation des remblais de Kolwezi**, telles que mentionnées dans la plainte ASSOMIP, dans le cadre de la coopération judiciaire internationale.
- ☑ Appuyer la publication de la liste des établissements publics identifiés comme non budgétisés et encourager leur évaluation institutionnelle et financière.



- ☑ Soutenir la mise en place d'un Fonds souverain des ressources naturelles, soumis à des audits indépendants internationaux, au bénéfice des populations des zones d'extraction et des générations futures.
- ☑ Encourager la publication d'un **calendrier électoral prévisionnel** dans des délais appropriés et le respect des dispositions constitutionnelles relatives à la limitation des mandats.
- ☑ Promouvoir la transparence dans la **gestion des rémunérations des forces de défense et de sécurité**, notamment par la publication régulière des barèmes et des flux de paiement.
- ☑ Soutenir un audit indépendant des dépenses liées à la **Cité Kitoko** ainsi que des fonds affectés à la gratuité de l'enseignement, et encourager la mise en œuvre des recommandations issues de ces audits.

CE QUE L'HISTOIRE RETIENDRA

Le Congo détient le cobalt qui décarbone le monde, le coltan qui le connecte, la forêt qui régule son climat, le fleuve qui peut l'éclairer. Et 73 % des Congolais survivent sous le seuil de pauvreté. Ce n'est pas une malédiction géologique: c'est une responsabilité politique. L'histoire retiendra si le pouvoir aura garanti une alternance strictement constitutionnelle le 20 janvier 2029, ou tenté de prolonger la prédation.

- ☑ *“Un peuple qui possède 70 % du cobalt mondial et qui meurt de faim n'est pas victime d'une malédiction. Il est victime d'un crime” — Diaspora congolaise, 2026.*
- ☑ *“Aucun peuple ne reste éternellement endormi” — Notable du Katanga, juin 2026.*

SOURCES ET RÉFÉRENCES

Ce rapport s'appuie sur des sources documentaires vérifiées, incluant des ONG congolaises, des médias internationaux et des rapports officiels.

1. Institutions Publiques et Organismes de Contrôle Étatiques (RDC)

- ☑ **IGF (Inspection Générale des Finances, RDC)** : Rapports de contrôle et audits officiels sur la période 2019-2025 (incluant les dossiers des 100 jours, le dossier SYGECPAF, Kamfundwa, l'affaire des lampadaires, le dossier RAM, etc.).
- ☑ **Déclaration publique de Nicolas Kazadi** : Allocution et documents officiels de l'ex-ministre des Finances (10 mai 2025).
- ☑ **DGDA (Direction Générale des Douanes et Accises) & Commission Nationale de Lutte contre la Fraude Minière** : Rapports d'enquête et données douanières sur la fraude transfrontalière à Kasumbalesa.

2. Organisations de la Société Civile Nationale et Observatoires (RDC)

- ☑ **OEDP (Observatoire de la Dépense Publique)** : Rapports annuels d'analyse budgétaire et de suivi de la dépense publique 2019-2025 (portant notamment sur le RAM, la MIBA, et le programme de voirie « Zéro Trou »).
- ☑ **CNPAV (Le Congo n'est pas à vendre)** : Compilations d'enquêtes et rapports de plaidoyer 2020-2025 (dossiers COVID-19, affaire Lisette Kabanda, importations de poissons Mpodi, dossiers des agents et projets fantômes).
- ☑ **CREFDL (Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et le Développement Local)** : Rapports d'évaluation 2021-2025 (audits sur l'indemnisation du FRIVAO, la mise en œuvre du PDL-145 territoires, et le dossier des forages).
- ☑ **LICOCO (Ligue Congolaise contre la Corruption)** : Études macroéconomiques et estimations consolidées du coût global de la prédation financière en RDC.

3. Institutions Internationales, Multilatérales et Juridictionnelles

- ☑ **Groupe d'experts des Nations unies sur la RDC** : Rapport officiel S/2024/432 (portant notamment sur la traçabilité des armes des FARDC et les mécanismes de détournement ou de revente aux milices).
- ☑ **Cour internationale de Justice (CIJ)** : Arrêt du 9 février 2022 concernant les réparations dans l'affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, condamnant l'Ouganda au versement de 325 millions USD (fonds liés au FRIVAO).
- ☑ **Global Witness & US Treasury (OFAC)** : Rapports d'enquête et décrets de sanctions financières concernant l'affaire Dan Gertler et les réseaux de contournement des sanctions Magnitsky.
- ☑ **ITIE-RDC & Carter Center (2021)** : Rapport conjoint et analyses sur la transparence des contrats miniers et la gouvernance financière de la Gécamines.

4. Organisations Non Gouvernementales Internationales

- ☑ **Transparency International** : Indice de Perception de la Corruption (IPC) — Rapports et classements RDC sur la période 2018-2024. URL source : [Transparency International - DRC](#)
- ☑ **Freedom House** : Rapports annuels d'évaluation des libertés — *Democratic Republic of the Congo* (Éditions 2022 à 2024). URL source : [Freedom House - DRC 2022](#)
- ☑ **Greenpeace, WWF & Rainforest Foundation** : Rapports conjoints et enquêtes sectorielles sur l'attribution illégale des permis forestiers et la protection des tourbières du Bassin du Congo.

5. Documentation Citoyenne et Plaintes Judiciaires

- ☑ **Mouvement KOKORIKO RDC** : Documents d'orientation, manifestes et textes de référence (2026)
- ☑ **ASSOMIP** : Dossier de plainte officielle déposée devant la justice belge concernant l'exploitation et la gestion des remblais miniers de Kolwezi.

6. Investigations Journalistiques et Presse Spécialisée

- ☑ **Le Congo qu'on aime (2025)** : « *Vingt scandales qui saignent le Congo : le pillage d'État sous Tshisekedi* ». URL source : [Le Congo qu'on aime](#)
- ☑ **Afrikarabia (Mai 2024)** : « *En RDC, la corruption continue de tourner à plein régime* ». URL source : [Afrikarabia](#)
- ☑ **Deutsche Welle (Septembre 2022)** : « *Des proches de Tshisekedi accusés de corruption* » (Dossiers Vital Kamerhe, Eteni Longondo, Vidiye Tshimanga). URL source : [DW - Septembre 2022](#)
- ☑ **Deutsche Welle (Août 2025)** : « *La famille Tshisekedi au cœur d'une plainte en Belgique* » (Dossier contentieux minier). URL source : [DW - Août 2025](#)
- ☑ **Actualite.cd (Octobre 2023)** : « *Scandale financier autour des Jeux de la Francophonie* ». URL source : [Actualite.cd](#)
- ☑ **Justice Info (Octobre 2024)** : « *RDC : Un fonds pour les victimes, soupçonné de détournements, est remanié* » (Dossier gouvernance du FRIVAO). URL source : [Justice Info](#)
- ☑ **Public Eye (Septembre 2025)** : « *Méga-scandale de téléphonie en RDC : un réseau d'hommes d'affaires belges* » (Enquête sur les ramifications Kinshasa-Genève-Bruxelles). URL source : [Public Eye](#)
- ☑ **Mines.cd (Novembre 2025)** : « *Pillage et prédation au Katanga : le clan Tshisekedi dans la tourmente judiciaire* ». URL source : [Mines.cd](#)

NB: Les montants sont des estimations issues de rapports d'audit, d'ONG et d'enquêtes ; plusieurs affaires relèvent de procédures judiciaires en cours. Les personnes citées bénéficient de la présomption d'innocence.

=END=